

« Ce groupe de travail, dédié à la mémoire de Jean-Luc DEQUAIRE, vérificateur de la DIRCOFI SUD-EST assassiné en 2012, et présidé par M. Perrin, Directeur des ressources humaines, avait comme objet essentiel la présentation des dispositifs finaux sur la sécurité décidés par la Direction générale à l'issue des sous groupes de travail.

La CGT Finances Publiques y a d'abord fait la déclaration suivante : « Ce groupe de travail se tient au moment où des sites des Finances publiques viennent d'être la cible de casseurs dans le cadre des mouvements contre la politique fiscale du gouvernement, particulièrement en Bretagne. Dans certains cas, des dégradations ont été commises sur les biens personnels des agents. A cet égard, nous nous étonnons que la Direction générale n'ait pas cru bon de publier un communiqué dénonçant ces agissements, exprimant la volonté de poursuivre leurs auteurs et assurant les agents du soutien de l'administration. Quand on ajoute les tensions persistantes voire croissantes entre les contribuables et les agents dans le cadre de l'exercice de leurs missions, on mesure que les questions de sécurité sont de pleine actualité et que les mesures mises en oeuvre sont encore loin d'être à la hauteur. Pour ce groupe de travail notre remarque générale sera d'indiquer que la présentation des fiches sous forme de six axes ne permet pas d'avoir une approche globale au regard des différentes missions. Par une vision trop découpée des problématiques, des mesures prises ou envisagées, elles traduisent un manque de cohérence. Mais surtout cette présentation occulte un fait essentiel : les dispositifs butent bien souvent sur le problème fondamental que constitue la politique d'austérité mise en oeuvre à la DGFIP. La réduction des moyens humains et matériels, des crédits et les restructurations permanentes sont en effet loin d'être étrangères aux difficultés que rencontrent les services et les agents. Les dispositifs législatifs, de prévention, de formation ou les mesures d'organisation ont certes leur pertinence et nous aurons l'occasion d'intervenir sur ces différents aspects. Mais ils ne permettent pas de faire face pleinement aux enjeux de sécurité.

Sur ce sujet « sécurité » comme sur bien d'autres, nous considérons qu'il est temps de changer de cap et cela passe inéluctablement par la satisfaction des revendications des personnels. Enfin en dernier point de cette déclaration liminaire, nous voulons souligner que l'absence d'informations sur l'assassinat de notre collègue de Marseille continue de générer un profond malaise. Nous souhaitons donc connaître l'état d'avancée de l'enquête. »

la suite à télécharger

**fichiers:**



[Télécharger gt\\_18\\_novembre\\_securite\\_1.pdf](#) (131.64 Ko)

**Public:** [Sécurité des agents](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---